



Eaux contaminées de Fukushima: l'Union européenne aux abonnés absents

Alors que les experts des droits humains de l'ONU viennent de demander au gouvernement japonais de retarder toute décision sur le déversement en mer des eaux contaminées, l'Union européenne est absente sur cette question sanitaire majeure, malgré les demandes écrites des eurodéputé-e-s Michèle RIVASI et Damien CARÊME à la Commission européenne.

Damien CARÊME, député européen Verts/ALE, commente :

« L'Union européenne et toute la communauté internationale doivent s'impliquer pour que le Japon choisisse l'option la plus respectueuse de l'environnement. Il s'agit de protéger notre santé, la biodiversité, nos océans. Je déplore la réponse insuffisante de la Commission européenne à notre interpellation écrite.

Nous appelons à la création d'un groupe de scientifiques indépendants chargés d'analyser la robustesse des méthodes d'analyse de l'opérateur japonais TEPCO afin de connaître l'activité réelle des cuves et le niveau de contamination du milieu marin au large de Fukushima.

Au-delà du Japon, il y a aussi du poison qui commence à se libérer en mer du Nord en raison des munitions chimiques immergées datant des guerres mondiales. J'attends toujours la réponse de Madame Borne à mon courrier l'alertant sur ce phénomène et le manque d'action de la France pour le prévenir. »

Michèle RIVASI, députée européenne Verts/ALE, commente :

« Il est hors de question que de l'eau contaminée soit rejetée dans ce bien commun qu'est l'océan! L'Union européenne est malheureusement peu investie sur ce sujet qui représente pourtant un risque sanitaire majeur. En réponse à notre question écrite[1], la Commission européenne nous a dit s'appuyer sur les seules données des autorités japonaises et le récent examen de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui soutient le rejet en mer ou dans l'air[2]. La Commission conclut qu'elle attend la décision japonaise finale pour "évaluer s'il est nécessaire de prendre des mesures supplémentaires pour garantir la sécurité des aliments importés du Japon."[3] C'est largement insuffisant !

Je soutiens sans réserve la demande de l'ONU de retarder toute décision sur le déversement des eaux contaminées par le Japon. 45 pays dans le monde, dont la France, ont une côte sur l'Océan Pacifique. L'Etat japonais ne peut décider seul de l'avenir de ces eaux. La Commission européenne doit emboîter le pas de l'ONU et peser de tout son poids diplomatique pour stopper le déversement envisagé. Comme la convention OSPAR pour l'Atlantique du Nord-Est, il est grand temps d'avoir un accord international qui oblige des rejets de substances radioactives liquides à des niveaux proches de zéro dans le Pacifique. »

Contexte:

Le 23 décembre 2019, le ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie a proposé de libérer progressivement dans l'océan l'eau contaminée stockée sur le site de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima Daiichi, ou de lui permettre de s'évaporer, affirmant qu'un déversement contrôlé dans la mer «la diluerait et la disperserait de manière stable»^[4].

TEPCO, l'exploitant de la centrale, avait reconnu la présence d'éléments radioactifs à des niveaux potentiellement nuisibles à la santé^[5]. Mais d'un autre côté, le gouvernement japonais refuse toute mesure indépendante de l'eau qu'il souhaite rejeter dans l'océan^[6].

Le 9 juin 2020, des experts de l'ONU se sont inquiétés du nouveau processus de décision accélérée décidé par le gouvernement japonais pour le rejet des eaux usées radioactive. Les experts appellent le gouvernement à donner l'espace nécessaire pour des consultations. Ils réclament également de respecter le droit des peuples autochtones à un consentement préalable, libre et éclairé^[7].

En 2018, les experts des Nations Unies avaient déjà fait part de leurs préoccupations concernant l'augmentation des niveaux d'exposition aux radiations jugés "acceptables" pour le grand public, et l'utilisation de travailleurs vulnérables dans les efforts de nettoyage après la catastrophe nucléaire.

[1] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-000373_FR.html

[2] <https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/iaea-reviews-management-of-water-stored-at-fukushima-daiichi-nuclear-power-station>

[3] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2020-000373-ASW_FR.html

[4] <https://apnews.com/e60f93b7f7de2ff7b5b015fb5167dd9b>

[5] https://www.challenges.fr/monde/fukushima-tepco-reconnait-que-l-eau-stockee-est-radioactive_618729

[6] <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/11/19/fukushima-accused-cover-up-contaminated-water-set-poured-pacific/>

[7] <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25940&LangID=E>